



Mercredi 10 novembre 1954,
à 15 h. 20

New-York

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Point 51 de l'ordre du jour :	
Question de la définition de l'agression : rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (<i>suite</i>)	127
Point 49 de l'ordre du jour :	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa sixième session (chapitre III)	128

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
(Cuba).

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la définition de l'agression : rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (A/2638, A/2689 et Add.1, A/C.6/L.332/Rev.1, A/C.6/L.334/Rev.1, A/C.6/L.335/Rev.1, A/C.6/L.336/Rev.2, A/C.6/L.337/Rev.1, A/C.6/L.337/Add.1) [*suite*]

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION ET DES PROPOSITIONS DONT LA COMMISSION EST SAISIE (*fin*)

1. M. CASTAÑEDA (Mexique) rappelle que le représentant de la Yougoslavie a signalé certains faits importants. Il a notamment indiqué que le projet de résolution présenté par le Liban, la Syrie et le Yémen (A/C.6/L.337/Rev.1) passait sous silence les progrès réalisés au cours des débats de la Sixième Commission et du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression.
2. M. Castañeda estime en conséquence qu'il conviendrait de prendre acte, dans le projet de résolution, du rapport du Comité spécial, et de modifier le préambule afin d'indiquer que les débats de la neuvième session de l'Assemblée générale ont montré qu'un nombre croissant d'Etats jugent possible et souhaitable de définir l'agression et que l'on est parvenu à un certain accord sur plusieurs points essentiels.
3. Sir Gerald FITZMAURICE (Royaume-Uni) fait observer que la Commission avait commencé, à la séance précédente, de voter sur deux propositions intimement liées. L'amendement que le représentant du Mexique propose maintenant d'apporter au projet de résolution tendant à créer un comité spécial aurait peut-être modifié le vote sur la proposition relative à la création d'un groupe de travail.
4. Sir Gerald estime d'autre part qu'il est préférable de laisser le champ libre au comité spécial, si la Commission décide de créer ce comité. Il est douteux que de nombreuses délégations aient changé d'attitude à l'égard de la question de la définition de l'agression. En fait, dès le départ, peu de délégations étaient vraiment hostiles à l'idée d'une définition. Par contre, certaines ont douté que l'on puisse élaborer une défini-

tion satisfaisante tant que la situation politique ne se serait pas améliorée et pensé qu'en conséquence, il était préférable de ne pas chercher à définir la notion d'agression. Quelques-unes sont peut-être plus optimistes qu'elles ne l'étaient à l'égard de la situation politique, mais, dans l'ensemble, ces délégations continuent à penser qu'il vaut mieux ne pas définir l'agression tant qu'il sera impossible d'aboutir à une définition véritablement satisfaisante et de nature à recevoir un appui général. Par ailleurs, si la plupart des membres de la Commission sont d'accord pour convenir qu'une définition de l'agression ne devrait porter que sur la notion d'agression armée, il n'est pas du tout certain que les points de vue se soient sensiblement rapprochés en ce qui concerne le contenu de cette notion. Enfin, si dans l'ensemble les membres paraissent plutôt partisans d'une définition mixte, il serait néanmoins préférable de laisser au comité spécial envisagé une liberté complète quant au choix du type de définition.

5. M. TRIKUMDAS (Inde) doute que les divergences de vues soient moins accentuées que par le passé.

6. M. TARAZI (Syrie) indique que les auteurs du projet de résolution commun ne voient pas d'inconvénient à accepter les amendements que propose le Mexique. Mais, puisque certaines délégations semblent ne pas être en faveur de ces amendements, il serait préférable, le cas échéant, de voter séparément sur ceux-ci et sur le projet de résolution lui-même. D'ailleurs, les idées exprimées par le représentant du Mexique sont implicites dans le projet de résolution commun; les auteurs ont estimé inutile de les préciser, puisque le comité disposerait des comptes rendus des séances de la Sixième Commission.

7. M. CHAUMONT (France) se félicite de l'attitude adoptée par les auteurs du projet de résolution (A/C.6/L.337/Rev.1) sur les amendements présentés par le Mexique.

8. Partageant sur ce point l'opinion du représentant du Royaume-Uni, il doute que ces amendements de dernière heure soient opportuns. En effet, la Commission a rejeté une proposition de création d'un groupe de travail (419^{ème} séance) parce qu'elle était, dans sa majorité, disposée à accepter le texte présenté conjointement par le Liban, la Syrie et le Yémen. Ce texte représente un effort de conciliation entre les partisans d'une définition immédiate et ceux qui estiment que les circonstances politiques actuelles ne se prêtent pas à une définition. En introduisant de nouveaux éléments dans le texte, on risque de détruire le compromis ainsi réalisé.

9. En ce qui concerne le fond même des amendements présentés par le Mexique, le représentant de la France ne voit pas d'inconvénient à ce que, dans le préambule, on ajoute la formule "Prenant note du rapport du

Comité spécial...” Mais dire qu’un nombre croissant d’Etats se montrent favorables à une définition de l’agression lui paraît un peu hasardeux. Pour s’assurer que cette assertion est exacte, il faudrait examiner la position antérieure de chaque délégation, ce qui est pratiquement impossible. De même, dire que les Etats s’entendent sur un nombre croissant d’éléments, c’est porter un jugement de valeur dont il serait difficile de prouver le bien-fondé. De toute façon, le fait qu’un certain accord a régné, à la neuvième session, entre les membres de la Commission ne sera pas, pour le comité spécial, d’une bien grande utilité.

10. En conclusion, le représentant de la France signale à la délégation du Mexique l’inconvénient qu’il y aurait à rompre un équilibre difficilement obtenu et se déclare lui aussi opposé à l’insertion des amendements dans le texte du projet de résolution commun.

11. M. CASTAÑEDA (Mexique) souligne que les modifications proposées par sa délégation sont de pure forme. Toutefois, compte tenu des observations faites par différentes délégations et pour ne pas compromettre l’adoption du projet de résolution, il retire ses amendements.

12. En réponse à une question posée par le PRESIDENT, M. TARAZI (Syrie) indique que, à son avis, la liste des Etats qui feraient partie du comité spécial (par. 1 du dispositif) devrait être dressée après le vote sur le projet de résolution commun; il appartiendrait au Président de les désigner, puis à la Commission de se prononcer sur la liste proposée.

13. Il précise qu’après l’énumération des Etats en question, il faudrait compléter le paragraphe 1 en ajoutant le membre de phrase: “qui se réunira au Siège de l’Organisation des Nations Unies en 1956”.

14. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) déclare, à propos des incidences financières qu’entraînerait l’adoption du projet de résolution commun, que la Cinquième Commission aura à se prononcer à la présente session bien que le comité spécial ne doive se réunir qu’en 1956.

15. Par conséquent, la seule modification au document A/C.6/L.337/Add.1 concerne la date indiquée au paragraphe 2: il faut lire “1956” et non “1955”.

16. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution présenté par le Liban, la Syrie et le Yémen (A/C.6/L.337/Rev.1).

Par 33 voix contre 3, avec 14 abstentions, le projet de résolution est adopté.

17. M. ESKELUND (Danemark) n’a pas émis un vote négatif, parce qu’il ne veut pas empêcher la recherche d’une solution, mais il s’est abstenu parce qu’il est, à son avis, impossible de réaliser, à la Commission, une majorité importante qui puisse convenir d’une définition.

18. M. AMADO (Brésil) a voté contre le projet de résolution parce qu’il aurait préféré l’ajournement *sine die* de la question jusqu’au moment où la révision de la Charte et les travaux de la Commission du désarmement seront terminés. D’ici là, rien de neuf ne pourra sortir des travaux du comité spécial.

19. M. MENDEZ (Philippines) explique que sa délégation a émis un vote favorable parce qu’elle espère voir le climat politique s’améliorer pendant le délai ainsi obtenu, ce qui faciliterait l’adoption d’une définition.

POINT 49 DE L’ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa sixième session (chapitre III) [A/2693]

DISCUSSION GÉNÉRALE

20. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner le chapitre III du rapport de la Commission du droit international (A/2693), relatif au projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l’humanité.

21. Sir Gerald FITZMAURICE (Royaume-Uni) signale que l’une des dispositions les plus importantes du projet de code — le paragraphe 1 de l’article 2 — est étroitement liée à la définition de l’agression. Il semble difficile que la Sixième Commission en aborde l’examen alors que la question de la définition elle-même vient d’être renvoyée à un comité spécial qui ne fera pas rapport à l’Assemblée générale avant deux ans. On ne saurait imaginer que le texte du projet de code ne soit pas en harmonie avec la définition qui pourra être finalement adoptée.

22. La Commission pourrait donc se borner à prendre acte du chapitre III du rapport de la Commission du droit international, ce qui ne préjugerait pas les décisions ultérieures.

23. La Commission pourrait évidemment examiner en détail les dispositions du projet de code qui sont étrangères à la notion d’agression, mais ceci entraînerait une discussion fort longue qu’il faudrait peut-être recommencer dans deux ans.

24. Enfin, il ne faut pas oublier que la Commission du droit international, lorsqu’elle a rédigé cette deuxième version du projet de code, disposait en tout et pour tout des observations de quatorze ou quinze gouvernements, et que ces observations portaient presque exclusivement sur la question de l’agression. En somme, presque aucun gouvernement n’a fait connaître son opinion sur les autres dispositions du projet de code.

25. Pour toutes ces raisons, la Commission devrait se borner à prendre acte du chapitre III du rapport, tout en cherchant peut-être à provoquer des observations de la part du plus grand nombre possible de gouvernements.

La séance est levée à 16 h. 30.